

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple-Un But- Une Foi**

**RAPPORT ANNUEL 2023 DE LA DIRECTION  
GÉNÉRALE DES IMPÔTS**

## Avant-Propos du Directeur général des impôts

Sur le plan international, 2023 a été une année difficile. La résurgence du COVID-19 et le conflit en Ukraine ont influencé l'économie mondiale en impactant l'offre mondiale de gaz, de pétrole, d'hydrocarbures, de céréales, et d'intrants agricoles. Ainsi, l'inflation pourrait demeurer élevée et une hausse des taux d'intérêts pourrait renchérir le coût du crédit et détériorer les conditions financières mondiales en créant le surendettement surtout dans les pays émergents et les pays en développement. Aussi, la hausse des prix des denrées alimentaires, des transports et l'énergie pourrait renforcer les inégalités sociales surtout dans les pays à faible revenu où une partie importante du revenu est consacrée à l'alimentation.

Sur le plan national, l'année 2023 a été marquée par :

- L'amélioration progressive de la situation sécuritaire dans le pays ;
- La poursuite du processus de révision constitutionnelle ;
- La création de l'Alliance des Etats du Sahel
- les séquelles de la crise sanitaire liée au COVID-19 ;
- la poursuite du dialogue avec les Institutions de Brettons Woods.

Les autorités maliennes n'ont pas tardé à prendre des mesures visant à atténuer les répercussions négatives de ces crises sur la population du pays et les acteurs des différents secteurs de l'économie. Elles ont également redoublé d'efforts pour soutenir et renforcer les progrès réalisés au plan des réformes politiques et institutionnelles.

Sur le plan économique, il convient de souligner l'amélioration de la croissance qui ressort à 5% en 2023 contre 3,7% en 2022.

L'économie malienne a subi de multiples chocs depuis 2020. Elle a cependant relativement bien résisté avec une croissance économique qui s'établit à 3,7% en 2022 et à 5% en 2023. La croissance du PIB réel devrait remonter à plus de 5,1% en 2024 grâce à l'augmentation de la production agricole et aurifère.

Dans ce contexte, Le personnel de la DGI, compétent et dévoué, n'a ménagé aucun effort pour la mobilisation accrue des recettes de fiscales et la mise en œuvre des reformes fiscales avec l'appui constant du cabinet du ministre de l'Économie et des finances.

Au nom de la DGI et en mon nom propre, j'aimerais remercier tout le personnel pour l'engagement et le professionnalisme dont il a fait preuve l'année dernière.

  
**Mathias KONATE**  
Chevalier de L'Ordre National



En 2022, la DGI a adopté un plan stratégique couvrant la période 2023-2025. Ce plan constitue la matérialisation de sa vision qui s'énonce comme suit :

« La DGI est une administration publique performante offrant la meilleure qualité de services ».

Les objectifs du PS de la DGI s'inscrivent en droite ligne des orientations stratégiques du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CREDD 2021-2023), de la stratégie de Changement pour une Gestion Performante des Finances Publiques (PREM) et du Programme National de Transition Fiscale (PNTF).

Les efforts de la DGI pour transposer cette vision en réalité et donc en résultats, s'articulent autour des quatre orientations retenues dans ce PS, à savoir :

- ✚ Contribuer à l'amélioration des recettes budgétaires par un élargissement de l'assiette fiscale ;
- ✚ Favoriser un environnement propice au civisme fiscal ;
- ✚ Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance ;
- ✚ Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance.

**Ainsi, plusieurs activités ont été réalisées. A titre d'exemples on peut citer :**

- Des progrès visant à promouvoir la promotion et le renforcement de la synergie et de la coopération interservices et de la coopération avec les autorités des directions des impôts des pays tiers en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale;
- La formation visant à renforcer la capacité de certains inspecteurs des impôts à lutter contre l'évasion fiscale, à collaborer au-delà des frontières et à contribuer à la sécurisation des recettes;
- La finalisation du plan de travail annuel 2023 de la DGI;
- La réalisation des campagnes de sensibilisation et de formation en direction des contribuables et des partenaires pour leur permettre d'adhérer à l'impôt et à la plateforme télés déclaration et Télépaiements;
- Le renforcement du programme de digitalisation comme levier de modernisation de ses interfaces avec les contribuables et d'amélioration de son excellence opérationnelle;
- Le démarrage des travaux et la finalisation du Sommaire de Politiques Fiscales au titre l'année 2022;
- Le démarrage des travaux et la finalisation du Bulletin Fiscal au titre de l'année 2022.

Dans le cadre du dialogue social

- L'adoption du projet d'ARRETE n° 2023-0005/MEF-SG du 12 janvier 2023 portant répartition des amendes, confiscation, pénalités, frais de poursuite et majorations en matière d'impôts, directs, indirects et taxes assimilées, de droits d'enregistrement et de timbre et de primes sur les recettes budgétaires. Cet accord a contribué à apaiser le climat social.
- La signature du protocole d'accord SyNTIM/MEF relatif à la construction de plusieurs bâtiments de l'administration fiscale (DGI centrale, DGE, DID, CIMEs, DIR-Koulikoro, centre VI, etc...) en vue d'améliorer les conditions de travail.

Le présent rapport annuel 2023 rend compte de la réalisation des efforts de mobilisation des recettes fiscales et des activités prévues dans le plan de travail annuel 2023 à travers les résultats obtenus.

Le rapport s'articule autour de deux points :

- L'analyse des recettes 2023 de la DGI et
- L'état d'exécution du Plan de travail 2023 au 31 décembre 2023.

### **A Analyse des recettes au 31 décembre 2023**

#### **i) CONTEXTE :**

La mobilisation des recettes au 31 décembre 2023 a été effectuée dans un contexte fortement marqué par la crise sécuritaire et énergétique. En effet, il est important de rappeler que le Mali à l'instar des autres pays a fortement subi les effets de cette crise se traduisant par une révision des perspectives macroéconomique, la chute des cours de certaines matières premières (Coton) et une baisse drastique des activités au niveau de certains secteurs notamment les transports (baisse des activités de plus de 90% pour le transport aérien); l'hôtellerie-restauration (fortement touchées par les mesures de riposte nationale et par la fermeture des frontières); le commerce (fortement touchées par les mesures de riposte nationale et par la fermeture des frontières), les banques et établissements financiers (baisse liées aux impayés des crédits, rééchelonnement des crédits, ralentissements des investissements, baisse des prêts etc.).

#### **ii) Analyse des Recettes de la DGI du 1er janvier au 31 décembre 2022**

A fin décembre 2023, il a été réalisé 1 170,985 milliards de FCFA sur un objectif de 1 166,775 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 100,36% et un écart absolu positif de 4,21 milliards de FCFA. Au 31 décembre 2022 la DGI a réalisé 989,862 milliards de FCFA sur un objectif révisé fixé à 986,940 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 100,30% et un écart absolu positif de 2,922 milliards de FCFA sur la période. Comparées aux réalisations de 2022 sur la même période, on enregistre une augmentation des recettes en 2023 de 181,123 milliards de FCFA soit % par rapport à 2022.

Le tableau ci-dessous résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions.

**Tableau1 : Situation des réalisations de 2022 et 2023 par nature d'impôt**

| Désignation des Impôts | EXERCICE 2022             |                             |              | EXERCICE 2023             |                             |              |
|------------------------|---------------------------|-----------------------------|--------------|---------------------------|-----------------------------|--------------|
|                        | Prévisions au 31 décembre | Réalisations au 31 décembre | Taux réalisé | Prévisions au 31 décembre | Réalisations au 31 décembre | Taux réalisé |
| Impôts Directs         | 603 556                   | 594 245                     | 98,46%       | 713 531                   | 724 000                     | 101,47%      |
| Impôts Indirects       | 352 381                   | 364 713                     | 103,50%      | 416 590                   | 409 620                     | 98,33%       |
| Dont TVA               | 189 742                   | 201 670                     | 106,29%      | 224 316                   | 198 563                     | 88,52%       |

|                           |                |                |                |                  |                  |                |
|---------------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| Enregistrements et Timbre | 31 003         | 30 904         | 99,68%         | 36 654           | 37 365           | 101,94%        |
| <b>Total</b>              | <b>986 940</b> | <b>989 862</b> | <b>100,30%</b> | <b>1 166 775</b> | <b>1 170 985</b> | <b>100,36%</b> |

Montants en millions de F CFA

De l'examen du tableau 1, il ressort par rapport aux prévisions :

- Un Gap de **9,311** milliards de FCFA au niveau des impôts directs, soit un taux de réalisation de **98,46%** ;
- Les impôts indirects présentent une augmentation de **12,332** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **103,50%** ;
- Les Droits d'Enregistrement et de timbre présentent également un GAP de 99 millions de FCFA par rapport à leurs prévisions fixées à **31,003** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **99,68%**.

Par rapport aux réalisations sur la même période en 2023 :

- ✚ **Au titre des impôts directs** : les réalisations au 31 décembre 2023 ressortent à **724,000** milliards de FCFA contre **594,245** milliards en 2022, soit une augmentation en valeur absolue de **129,755** milliards de FCFA et de **3,01%** en valeur relative.
- ✚ **Au titre des impôts indirects** : les impôts indirects ont dépassé leur niveau de 2022 avec une réalisation de **409,620** milliards de FCFA en 2023 contre **364,713** ; soit un dépassement de **44,907** milliards de FCFA, soit une baisse de **-5,17%** en valeur relative.
- ✚ **Au titre des droits d'enregistrement et de timbre** : les réalisations au 31 décembre 2023 ressortent à **37,365** milliards de FCFA contre **30,904** milliards en 2022, soit une hausse en valeur absolue de **6,461** millions de FCFA et de **2,26%** en valeur relative.
- ✚ Le tableau ci-dessous résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses.

Tableau 2 : Réalisations annuelles 2022 et 2023 (Montants en millions de Francs CFA)

| Désignation des Impôts | Impôts Directs | Impôts Indirects | Enregistrements Timbre | Total            |
|------------------------|----------------|------------------|------------------------|------------------|
| 31 Décembre 2022       | 594 245        | 364 713          | 30 904                 | <b>989 862</b>   |
| 31 Décembre 2023       | 724 000        | 409 620          | 37 365                 | <b>1 170 985</b> |
| <b>Ecart</b>           | <b>129 755</b> | <b>44 907</b>    | <b>6 461</b>           | <b>181 123</b>   |

## 1) PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE LA PERIODE :

Tableau 3 : Prévisions et Réalisations au 31 décembre 2023 (Montants en millions de Francs CFA)

| Désignation des Impôts | Impôts Directs | Impôts Indirects | Enregistrements Timbre | Total     |
|------------------------|----------------|------------------|------------------------|-----------|
| Prévisions             | 713 531        | 416 590          | 36 654                 | 1 166 775 |
| Réalisations           | 724 000        | 409 620          | 37 365                 | 1 170 985 |
| Taux de réalisation    | 101,47%        | 98,33%           | 101,94%                | 100,36%   |
| GAP/Dépassement        | 10 469         | -6 970           | 711                    | 4 210     |

### a) IMPÔTS DIRECTS :

Au 31 décembre 2023 les objectifs assignés en impôts directs ont été dépassés, soit un dépassement de 10,469 milliards de Francs CFA et un taux de réalisation de 101,47% ; en 2022 le taux de réalisation était de 98,46%.

### b) IMPÔTS INDIRECTS :

Les réalisations ressortent à 409,620 milliards en 2023 contre une prévision de 416,590 milliards de FCFA pour la période ; soit un taux de réalisation de 98,33%. La tendance de 2022 est meilleure avec une réalisation de 364,713 milliards sur une prévision de 352,381 milliards pour la période ; soit un taux de réalisation de 103,50%.

### c) DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE :

Les réalisations ressortent à 37,365 milliards en 2023 contre une prévision de 36,654 milliards de FCFA pour la période ; soit un taux de réalisation de 101,94%. La même contre-performance est observée en 2022 avec une réalisation de 30,904 milliards sur une prévision de 31,003 milliards pour la période ; soit un taux de réalisation de 99,68%.

## **B – Infrastructure et production informatique**

La performance, la sécurité et la modernité de l'infrastructure technologique sont déterminantes pour la qualité et la fiabilité des prestations offertes par la DGI et sur l'excellence opérationnelle.

En 2023, la DGI a ainsi mené plusieurs actions qui s'inscrivent dans la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'infrastructure et de production informatique.

Au cours de l'année 2023, les agents des services opérationnels ont bénéficié des renforcements de capacités en termes d'appui rapproché pour faciliter l'appropriation de certaines

fonctionnalités de SIGTAS. Ces appuis ont concerné les domaines ci-après de la gestion de l'impôt :

- la prise en charge des dégrèvements dans SIGTAS ;
- finaliser le traitement et la fermeture des lots d'émissions pour les périodes d'imposition antérieures à l'année 2022 ;
- la prise en charge des annexes TVA dans SIGTAS par les Gestionnaires ;
- la création des dossiers de poursuite par les Receveurs ;
- l'utilisation du module vérification de SIGTAS en matière de contrôle sur pièces ;
- l'appui aux Directions régionales non encore informatisées pour la saisie et l'émission des rôles d'impôts directs et Taxes assimilées de la période d'imposition 2022.

Ces appuis ont concerné également les réponses aux demandes formulées par appel téléphonique, les déplacements des agents de la Direction de l'informatique ou l'organisation de rencontres afin d'informer les opérationnels sur l'utilisation optimale des fonctionnalités de SIGTAS.

Concernant l'informatisation des structures, les activités réalisées concernent :

- la collecte de renseignement à travers l'interconnexion des systèmes d'information
- La création d'une interface entre les systèmes d'information de la Direction Générale des Impôts (DGI) et l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS).
- La participation aux travaux organisés par le MEF sur la consolidation des interfaces entre les systèmes d'information de la chaîne de la dépense et de la recette.
- Les travaux pour l'échange automatique entre les systèmes d'information SIGTAS de la DGI et AICE2 de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), concernant les données des émissions d'impôts et taxes effectuées par les services opérationnels de la DGI.
- L'actualisation de l'interface entre les systèmes d'information SIGTAS de la DGI et le nouvel environnement d'AICE2 de la DNTCP pour l'échange automatique des données sur les mandats.
- Les travaux d'interconnexion des Directions régionales au réseau informatique du Ministère de l'Economie et des Finances dans le cadre du retour des services fiscaux et financiers dans les régions du Nord.
- Les travaux concernant la gestion de l'attaque informatique de la DGI par les hackers. Une série de rencontres a été organisée avec la CAISFF pour mettre en œuvre les mesures sécuritaires requises afin d'assurer la disponibilité du système informatique au sein de la DGI. Les rencontres avec la CAISFF ont permis d'élaborer l'architecture cible du système d'information de la DGI. Des termes de référence sur la mise à niveau de la sécurité du SI ont également été rédigés et envoyés au MEF pour mise en œuvre.
- La poursuite des travaux avec le prestataire TECHNICOM pour la remise à niveau de la sécurité du système d'information de la DGI.
- La participation de la Direction de l'informatique aux travaux d'élaboration des procédures informatiques en rapport avec la CAISFF.

### **C- Poursuite de la transformation numérique**

La qualité des services offerts et la simplification de l'exercice des obligations fiscales par les contribuables concourent sensiblement à leur adhésion à l'impôt et au renforcement des relations de confiance solides et stables avec l'administration fiscale.

C'est sur cette base que la DGI a fait le choix stratégique de la digitalisation comme levier de modernisation de ses interfaces avec les contribuables et d'amélioration de son excellence opérationnelle.

En 2023, la DGI a ainsi mené plusieurs actions qui s'inscrivent dans la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'infrastructure et de production informatique.

Elle s'appuie sur un programme ambitieux de dématérialisation touchant aussi bien le processus intègre par le biais de SIGTAS, que les démarches en ligne des contribuables à travers la Cellule Télé-services.

Les télé services concernent les services offerts par l'administration fiscale aux usagers autant les entreprises que les particuliers et offrent leur plateforme numérique aux différentes obligations et démarches fiscales des contribuables, allant des déclarations aux paiements, obtentions d'attestations, dépôts et suivi des réclamations.

Dans le cadre de la dématérialisation de son administration, la DGI a développé en 2017, dans son système d'information, un module qui permet aux contribuables de recevoir les services de l'administration en ligne et d'accomplir par voie électronique leurs obligations et opérations fiscales (téléconsultation, télé déclaration, télépaiement, réclamation, validation de NIF).

Depuis janvier 2019, les fonctionnalités Téléconsultation et de Télé déclaration ont été déployées. Déjà en 2021, tous les contribuables des grandes et moyennes entreprises ont adhéré à E-Impôt et accomplissaient leurs obligations déclaratives en ligne.

Pour ce qui concerne la fonction télépaiement de ce module, la DGI a mis en production, en décembre 2021, la plateforme d'échange interbancaire pour lancer le paiement des impôts, droits et taxes par voie électronique au Mali. Depuis, les contribuables de la Direction des grandes entreprises et ceux des Centres des impôts des moyennes entreprises ont commencé à payer leurs impôts en ligne. Ce processus a été interrompu en janvier 2022 à la suite des sanctions économiques et financières prises par les instances communautaires contre le Mali.

A la faveur de la levée de ces sanctions, le 03 juillet 2022, la DGI a relancé les opérations de télépaiements des impôts à partir du 1<sup>er</sup> août 2022 concernant la déclaration des affaires réalisées en juillet 2022 et les situations antérieures à cette date.

***Dans le cadre de l'extension des télé services (déclaration et consultation en ligne) à tous les contribuables de la Direction des grandes entreprises et des centres des moyennes entreprises les progrès suivants ont été réalisés :***

- Une forte sensibilisation des contribuables et leurs conseils à adhérer à E-Impôt ;
- La configuration des demandes d'adhésion des contribuables à E-Impôt ;
- La création des comptes utilisateurs ;
- Le développement des actions de formation des contribuables et leurs conseils aux fonctionnalités d'E-Impôt.

## Télé déclarations

La plateforme télé déclaration a été lancée le 1<sup>er</sup> janvier 2019. La plateforme télépaiement a été lancée en décembre 2021. Elle est conçue pour recevoir les télé déclarations et les télé paiements de tous les contribuables des centres informatisés. Tous les contribuables de la DGE et ceux des CIME1 et CIME2 ont adhéré à E-impôt.

En ce qui concerne les trois structures ciblées, à savoir : DGE, CIME 1 RG et CIME 2 RD, les non-inscrits sont des contribuables identifiés qui ne sont pas opérationnels ou non encore localisés.

- La formation et l'accompagnement des contribuables de la Direction des grandes entreprises et des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIMEs) à souscrire leurs déclarations d'impôt par voie électronique et consulter leurs situations fiscales en ligne ;

*Le nombre de déclarations mensuelles souscrites et reçues en ligne en 2022 par rapport au nombre total de déclarations reçues s'établit comme suit :*

- DGE : 625 contre 625 ;
- CIME1 : 855 contre 862 ;
- CIME 2: 466 contre 467

***En matière d'opérationnalisation de la plateforme d'échange interbancaire dans l'environnement de production de la DGI les progrès ci-après ont été réalisés :***

- La configuration :
  - des banques signataires de la convention d'utilisation de la plateforme de télépaiement des impôts, droits et taxes ;
  - des autorisations de prélèvement permanent établies par les contribuables ;
  - des bouquets d'habilitation pour les contribuables et leurs conseils à effectuer des paiements en ligne.
- La formation du personnel opérationnel des banques signataires de la convention des télépaiements sur l'utilisation des fonctionnalités de la plateforme de télépaiement des impôts, droits et taxes ;
- La formation des contribuables et leurs conseils sur les fonctionnalités de télépaiement des impôts, droits et taxes.

Après la levée des sanctions économiques et financières, le nombre important de transactions traitées par les établissements bancaires, pendant la période du mois d'août à décembre 2022 conformément aux procédures applicables en la matière, s'établit à **675**.

Ce résultat est imputable à la mise en œuvre de la stratégie d'appui rapproché pour sensibiliser et accompagner les contribuables, prévenir les blocages éventuels et apporter une assistance ponctuelle aux établissements bancaires.

L'atteinte de ce résultat a été rendu possible grâce :

- à la configuration, de l'autorisation d'appliquer le télépaiement, de treize banques signataires de la convention d'utilisation de la plateforme sur quatorze implantées au Mali ;
- au paramétrage de l'autorisation de prélèvement permanent des contribuables ;
- la production automatique des quittances de paiement pour les instructions validées.

En 2022, les opérations de télépaiement des impôts, droits et taxes ont été interrompues de janvier à juillet. Le fonctionnement de la plateforme a repris le 1<sup>er</sup> août 2022.

- Du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre 2022, les institutions bancaires signataires de la convention d'utilisation de la plateforme de télépaiement ont traité sur ladite plateforme **675 instructions de paiement des impôts** initiées par voie électronique par leurs clients. De ce nombre, 654 instructions ont été validées et 21 rejetées.
- Les produits des instructions de paiements validées sur la plateforme (**654**) sont intégralement virés dans le compte télépaiement des impôts ouvert au nom du Receveur Général du District à la BMS, soit la somme de : **19 934 329 992** Francs CFA ;
- Les contribuables, pour lesquels l'instruction de paiement est validée, ont reçu leur quittance de paiement par voie électronique ;

Dans l'application des télépaiements, la tendance est à la hausse.

Les contribuables des grandes et moyennes entreprises paient leurs impôts par voie électronique :

En dehors de la période de suspension (*Janvier à juillet 2022*) **571** contribuables ont initié des instructions de paiement de leurs impôts, droits et taxes en ligne.

L'opérationnalisation de la plateforme de télépaiement des impôts, droits et taxes est effective.

**Dans le cadre de l'élaboration des différentes procédures afférentes au processus de collecte et de prise en charge des encaissements reçus par voie électronique les activités ci-après ont été réalisées :**

- L'élaboration des procédures applicables dans le processus de télépaiement des impôts, droits et taxes est établie :
  - 07 procédures sont identifiées pour la gestion optimale et sécurisée du processus de télépaiement des impôts :
    - Création de la convention d'utilisation de la plateforme dans SIGTAS ;
    - Création de la convention de gestion du compte télépaiement des impôts dans SIGTAS ;
    - Création de l'autorisation de prélèvement permanent dans SIGTAS ;
    - Enregistrement de l'adhésion des banques au télépaiement ;

- Inscription des comptes bancaires au télépaiement dans SIGTAS ;
  - Suivi du traitement des instructions ;
  - Versement au Trésor des encaissements reçus par voie électronique ;
- Les Receveurs des impôts reçoivent, de la Recette Générale du District (RGD), les Déclarations de Recettes pour validation des versements automatiques des encaissements reçus par voie électronique :

Les Receveurs des impôts ont été formés :

- aux techniques de production des rapports journaliers des encaissements reçus par voie électronique ;
- à la préparation du package de versement journalier des recettes à la Recette Générale du District (RGD) ;

La Recette Générale du District (RGD) a :

- procédé à l'ajustement du processus de validation des versements des recettes des impôts par nature en tenant compte des encaissements reçus par voie électronique ;
- l'établissement, pour chaque Receveur des Impôts, une Déclaration de Recettes (DR) pour valider le versement automatique de ses encaissements journalier reçus par voie électronique ;

*S'agissant de la révision des formulaires de déclaration pour intégrer les annexes relatives au détail des déductions de TVA, les activités ci-après ont été réalisées.*

- La modification du concept des annexes TVA pour amener les contribuables à déclarer sur des annexes différentes le détail de la TVA payée au cordon douanier et celle collectée par les fournisseurs locaux ;
- La révision de l'algorithme de liquidation de la TVA pour intégrer la validation automatique de la déclaration par rapport à l'annexe ;
- La formation des agents d'assiette, des contribuables et leurs conseils sur l'application des annexes.

### **Perspectives**

- La poursuite du développement des autres composantes de la plateforme afin d'étendre les fonctionnalités du système aux autres canaux de paiement électronique tels que (solutions bancaires, carte de débit, application GSM etc...).
- Soumettre les projets de procédures à la Cellule Organisation et Méthode pour approbation ;

- Mettre en production le correctif concernant l'édition des encaissements reçus par voie électronique sur la Balance de Caisse Journalière ;
- Consolider le résultat atteint en matière de télépaiement ;
- Etendre les télépaiements aux contribuables des Centres des Impôts des petites entreprises ;
- Finaliser l'extension des fonctionnalités des télés procédures de la DGI (API solutions bancaires)

## 1. Difficultés rencontrées :

### 1.1. Sur le plan technique :

Les structures des impôts couvertes par les télépaiements ne reçoivent pas à temps les déclarations de recettes (DR) concernant les paiements des impôts par voie électronique. Cela crée des écarts, entre la DGI et la DNTCP, dans le tableau de réalisation des recettes au niveau du cabinet du MEF.

A l'analyse, cette difficulté est imputable à la limitation du périmètre de l'accès accordé à la Recette Générale du District (RGD) de la DNTCP à la plateforme de télépaiement. Avec cet accès la RGD ne dispose pas de toutes les données nécessaires pour assurer la comptabilisation des recettes par structure de gestion des encaissements reçus par voie électronique. Elle attend des services techniques de la DGI le détail requis pour établir par structure de gestion des impôts la DR de comptabilisation des encaissements reçus par voie électronique.

Les services techniques de la DGI et de la DNTCP se sont rencontrés pour trouver une solution à ce problème. A l'issue de cette rencontre la RGD a adapté son processus de délivrance des DR en intégrant le besoin spécifique des encaissements libératoires reçus par voie électronique. La DGI a son tour a donné à la RGD l'accès direct aux rapports avec le détail requis pour une prise en charge des paiements par voie électroniques.

La prise en charge de ce problème au niveau du système est en cours, la solution est actuellement déployée dans l'environnement *Assurance Qualité* de la Direction de l'Informatique de la DGI pour test de validation. En attendant, les Receveurs sont orientés vers d'autres types de rapports qui permettent d'accéder aux mêmes informations requises pour le versement.

La plateforme tierce (SendGrid) assurant l'envoi des notifications envoyées par le système de télépaiement de la DGI était gérée par l'éditeur de la solution qui prenait en charge les paiements mensuels des factures. L'accès à l'administration de cette plateforme tierce étant lié à la configuration d'une carte bancaire servant à payer les factures mensuelles, la DGI a configuré une carte prépayée au nom de la DGI sur la plateforme et ainsi récupéré les accès d'administrateur de la plateforme. En attendant la mise en place d'une messagerie professionnelle de la DGI, l'utilisation de cette plateforme tierce se poursuivra pour le fonctionnement de la plateforme de télépaiement des impôts de la DGI.

## 1.2. Sur le plan opérationnel :

Au démarrage du processus de télépaiement, avec le problème technique ci-dessus évoqué, le support de versement journalier ne comportait pas d'information spécifique sur le caractère libératoire des encaissements reçus par voie électronique. Cela ne permettait pas à la *Recette Générale du District (RGD)* d'établir une *Déclaration de Recettes (DR)*, concernant cette nature de recette, pour le compte des Receveurs des Impôts concernés.

A cet effet, pour les premières journées, les Receveurs des Impôts n'ont pas reçu de Déclaration de Recette (DR), tout de suite, pour valider le versement automatique des produits du télépaiement des impôts.

Les services de la DGI (CTF, DI, DGE, CIME 1 et CIME 2) et de la DNTCP (RGD) impliqués dans ce processus se sont rencontrés le 27 septembre 2022 pour trouver une solution optimale à ce problème. Cet échange a permis :

- A la RGD d'ajuster le processus de délivrance des DR en tenant compte du caractère libératoire des paiements d'impôts, droits et taxes reçus par voie électronique ;
- Aux services techniques de la DGI (CTF et DI) d'indiquer d'autres rapports, tirer de SIGTAS, qui peuvent être intégrés dans le package de versement pour servir de l'état récapitulatif des encaissements reçus par voie électronique. Cela servira de support pour permettre à la RGD d'établir la DR de validation de versements automatiques.

L'application de ces mesures a permis de désengorger le blocage dans le processus de versement des recettes pour tenir compte de la dématérialisation du versement des encaissements reçus par voie électronique.

A cet effet, la RGD a régularisé les versements antérieurs et validé de façon journalière les versements courants.

- La reprise des télépaiements des impôts, en août 2022, a coïncidé avec un mouvement de personnel dans certaines banques. Les nouveaux employés affectés aux opérations avaient très peu de connaissance sinon aucune sur le processus des télépaiements des impôts. Cela a impacté l'efficacité et l'efficience du traitement des opérations.

Dans les centres des impôts des moyennes entreprises du District de Bamako, le bureau d'assistance aux contribuables n'est pas adéquatement aménagé pour une orientation optimale des contribuables vers les téléservices fiscaux.

Ces difficultés ont engendré d'une part un retard (2 ou 3 jours) dans le traitement des instructions et d'autre part une faible adhésion des moyennes entreprises au télépaiement.

## 2. **Recommandation :**

- 2.1. Aménager le bureau d'assistance aux contribuables dans les Centres des Impôts des Moyennes entreprises pour une prise en charge rapide et efficace des moyennes entreprises dans le processus de paiement en ligne ;

- 2.2. Adresser une correspondance à tous les contribuables, de la Direction des Grandes Entreprises et des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises, de payer dorénavant leurs impôts, droits et taxes par voie électronique ;
- 2.3. Poursuivre la diffusion des messages de sensibilisation dans les journaux, Radios et sur les chaînes de télévision ;
- 2.4. Désigner les responsables pour animer les bureaux d'assistance aux contribuables dans les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises
- 2.5. Veiller à la disponibilité d'un solde suffisant sur la carte bancaire de la DGI servant aux paiements récurrents des factures mensuelles pour l'envoi des messages de notification par la plateforme tierce (SendGrid).
- 2.6. Finaliser l'acquisition et le déploiement à la DGI d'une messagerie professionnelle complète

### **Maitrise de la gestion fiscale**

L'année 2023 a été marquée par les avancées importantes en matière de maitrise de la gestion fiscale. Plusieurs actions, visant l'adhésion aux principaux objectifs stratégiques de la DGI et l'atteinte d'une meilleure intégrité du registre des contribuables et une amélioration de la qualité des services ont été entreprises.

Dans cette visée, les efforts fournis par le service de la DGI se sont déployés selon les axes d'élargissement de l'assiette fiscale, de la rationalisation des dépenses fiscales et de la célérité dans le traitement des demandes des contribuables.

### **Gestion du contentieux fiscal**

L'année 2023 a été marquée par la poursuite du processus d'informatisation du traitement du contentieux fiscal. Cependant, un traitement qui n'est pas entièrement pris en charge par SIGTAS pour la raison suivante :

- Les réclamations sont faites sur des émissions dont les avis ne sont pas édités ;
- Les difficultés de saisie du stock national des recours judiciaires dans le logiciel SIGTAS ;
- Les difficultés d'intégration des délais légaux et judiciaires dans SIGTAS ;
- L'absence d'un module dans SIGTAS dédié à l'exécution des jugements ;
- L'absence d'un tableau de bord permettant le suivi de la situation nationale de recours.

Ainsi, cette situation bloque le traitement informatique du contentieux. Cependant des efforts sont déployés en vue du parachèvement du processus de traitement dans le système d'information de la DGI, à savoir SIGTAS.

### **Célérité dans la gestion du contentieux administratif**

Une vigilance accrue est accordée à la réduction et à la prévention du contentieux administratif. Pour cela, il convient de doter en personnel suffisant et qualifiés les structures en charge de la gestion du contentieux administratif.

ETAT D'EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE AU 31 DECEMBRE 2023



**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  | <b>Activités</b>  | <b>Indicateur de l'extrant</b>   | <b>Indicateur de résultat</b>   | <b>Résultat atteint</b> | <b>Observations</b>  | <b>Structures responsables</b> |   |
|--|---|--|---|-------------------------|--|--------------------------------|---|
|  | Elaborer les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées | Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont élaborés | Les textes portant création, organisation et modalités de fonctionnement des unités spécialisées sont disponibles | Non réalisée            | Des séances de formation sur le prix de transfert ont été effectuées le 17 et le 18 mars 2022 à l'endroit des inspecteurs vérificateurs de la DGE. | DGE/DPPF                       |   |
|  | Diffuser les textes adoptés sur les prix de transfert   | Les textes adoptés sur les prix de transfert sont diffusés   |   | Réalisée.               | Les textes sur les prix de transferts ont été diffusés   | DLFC/CRPC                      | Le résumé de l'annexe fiscale sur les prix de transfert a été mis en ligne (internet et intranet) |
|  | Diffuser le calendrier de formation sur les textes adoptés sur les prix de transfert                      | Le calendrier de formations des agents sur les prix de transfert diffusé sur intranet                          |   | Réalisée                | Le calendrier de formation a été diffusé à travers l'intranet  | CRPC                           |   |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |  |          |  |      |
|---|--|--|----------|--|------|
| Assoir une véritable fiscalité foncière | Fiscalité foncière encadrée et maîtrisée | Le cadre légal et réglementaire est disponible | Réalisée |  | DLFC |
|---|--|--|----------|--|------|

**Extrant 1.1.2: Entreprises agricoles fiscalisées**

|  |   |  |          |  |      |
|--|---|--|----------|--|------|
| Elaborer une communication sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole.      | La communication écrite sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole est élaborée. | La communication sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole est disponible        | Réalisée | La communication sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole a été élaborée. | DLFC |
| Elaborer la communication écrite sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole | La communication écrite sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole est élaborée  | La communication écrite sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur agricole est disponible | 100%     |  | DLFC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |   |              |   |         |
|--|---|---|--------------|---|---------|
| Mettre en œuvre les recommandations des études concernant la fiscalisation des entreprises agricoles | Le secteur agricole est fiscalisé                               | Recommandations des études mises en œuvre   | Non réalisée | Le rapport final du consultant ainsi que les recommandations de l'étude sur la fiscalisation du secteur ont été validés et transmis au MEF. Cependant, compte tenu de la spécificité de ce secteur, la mise en œuvre des conclusions et recommandations de l'étude a été suspendue. | DGI/MEF |
| Diffuser les textes adoptés sur les entreprises agricoles fiscalisées                                | Textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles préparés. | Les projets de Textes portant sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été préparés et sont disponibles | Non réalisée | Les projets de textes sur la fiscalisation des entreprises agricoles ont été préparés, mais n'ont pas encore été adoptés.   | CRPC    |
| <b>Extrant 1.1.3: Commerce électronique maîtrisé</b>   |   |   |              |   |         |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |  |  |      |
|--|--|---|--|--|------|
| Elaborer une communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique. | La communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique est élaborée | La communication verbale sur la fiscalisation du commerce électronique est disponible       | Réalisée   | Un consultant a été commis pour la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude   | DLFC |
| Élaborer les plans de communication interne et externe sur le commerce électronique                              | Préparer le plan de communication interne et externe sur le commerce électronique                                  | Plan de communication disponible  | Non réalisée   | En lieu et place d'une vraie législation sur le sujet, le Consultant a plutôt travaillé à l'amélioration du projet de CGI refondu.   | CRPC |
| Elaborer les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique   | Les textes relatifs à l'imposition du commerce électronique sont élaborés  | Les textes réglementaires relatifs à l'imposition du commerce électronique sont disponibles | Aucun texte réglementaire portant sur la fiscalisation du commerce électronique n'a été adopté | Les concertations sont en cours avec les services relevant du ministère de l'économie numérique en vue de la mise en œuvre des conclusions de l'étude sur la fiscalisation du commerce électronique. | DFLC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 1.1.4: Prise en compte du secteur informel amélioré**

|  |   |  |          |  |           |
|--|---|--|----------|--|-----------|
| Élaborer une communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel | La communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel est élaborée | La communication verbale sur les conclusions de l'étude sur la fiscalisation du secteur informel a été et est disponible | Réalisée |  | CRPC      |
| Mettre en œuvre les recommandations concernant le secteur de l'orpaillage (sous forme d'activités)         | Prise en compte du potentiel fiscal du secteur de l'orpaillage traditionnel                                   | Recommandations mises en œuvre   | Réalisée | Un taux de 5% a été retenu pour l'imposition des entreprises de l'orpaillage traditionnel et a été introduit dans le nouveau CGI | DLFC/CRPC |
| Elaborer la base taxable dans les secteurs miniers et de la communication                                  | La base taxable dans le secteur minier est élaborée   | La base taxable dans le secteur minier est élaborée  | Réalisée | Le projet d'ordonnance a été transmis au SGG pour l'application au taux de 5% pour l'orpaillage traditionnel                     | CRPC      |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 1.1.5: Déconcentration des services poursuivie**

|  |  |  |   |   |                     |
|--|--|--|---|---|---------------------|
| Mettre en place un comité pour procéder au transfert des dossiers de l'ex-DME à la DGE et de la DGE aux CIME1 et CIME2 | La Décision de création est prise  | Un comité a été mis en place par Décision du DGI | Un chronogramme des activités a été élaboré et mis en œuvre | 308 dossiers ont été transférés en 2023   | Bureau Audit/DID/DI |
| Élaborer les plans de communication interne et externe sur les services déconcentrés                                   | Plan de communication sur la Loi portant sur la réforme organisationnelle de la DGI préparé. | Plan de communication disponible                 | Réalisée  | Les Décrets N° 2019-0978/P-RM; 2019-0980/P-RM et 2019-0982/P-RM du 19 décembre 2019 ont fait l'objet d'une large diffusion en version papier et aussi à travers les sites intranet et internet de la DGI. | CRPC/DFLC/DPFP      |
| Diffuser les textes adoptés sur la déconcentration des services  |  | Textes diffusés                                  | Réalisée  |   | CRPC/DFLC/DPFP      |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Résultat attendu 1.2: Renforcement optimisé des activités de vérification (contrôle fiscal), d'enquête et recherches**

**Résultat 1.2.1: Renforcement de la DREACV (réf. réforme de la DGI et plan sur le civisme fiscal) effectuée**

|  |   |   |   |              |  |             |
|--|---|---|---|--------------|--|-------------|
|  | Renforcer les capacités des agents des Divisions Enquêtes et Recherche sur les procédures de recherche et d'enquêtes fiscales | Identifier les modules de formation basés sur la mise en place d'unités opérationnelles d'échange de renseignements communiqués par le CREDAF | Les capacités des cadres de la DREACV désignés pour participer à l'atelier ont été renforcées | Non réalisée |  | DPFP/DREACV |
|  | Renforcer les capacités des vérificateurs sur divers thèmes   | Identifier les thèmes des formations et les agents à former   | Modules de formation élaborés   | Réalisée     | 50 vérificateurs ont reçu des formations sur les thèmes suivants :<br>Prix de transfert, banques, assurances | DPFP/DREACV |
|  | Mettre en place un mécanisme de suivi et d'exploitation des renseignements  | Préparer le mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des renseignements  | Mécanisme crédible et efficace de suivi et l'exploitation des                                 | Réalisée     | L'exploitation des renseignements est suivie à travers la production de rapports trimestriels                | DREACV      |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |   | renseignements disponible   |   |   |  |
|--|---|---|---|---|---|--|
|  | Collecter les renseignements sur les clients et fournisseurs des plus grandes entreprises qui n'ont pas déposé ces états financiers | Exploiter et traiter les annexes 1.1 de la TVA déductible | Les annexes 1.1 de la TVA déductible ont été exploitées et traitées | Réalisée<br>Au cours de l'année 2023, 166 Avis de passage ont été remis aux entreprises contre 138 en 2022 les achats intérieurs de biens, sur les importations de marchandises ainsi que sur les services autres que les biens | Des difficultés subsistent au niveau de l'obtention des NIF de certains contribuables qui ont effectué des opérations avec les sources de recoupements. Des difficultés subsistent également au niveau de l'obtention des documents auprès des entreprises. Aussi, 33 demandes de renseignements ont été remises courant 2023 aux entreprises qui n'ont pas remis de documents après la demande de renseignements contre 15 |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |                            |  |  |  |
|--|--|---|----------------------------|--|--|--|
|  |  |   |                            | d'investissement jointes aux déclarations mensuelles de Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés minières et leurs sous-traitants sont traitées mensuellement et mises à disposition des structures opérationnelles | en 2022. Quinze (19) mises en demeure ont été remises aux entreprises qui n'ont toujours pas remis de documents. |  |
| Etablissement et transmission des bulletins de renseignement | Etablir et transmettre les bulletins de renseignements | Nombre de bulletins de renseignements établis et transmis | Réalisée. 351 bulletins de | La principale difficulté rencontrée au niveau de l'établissement des   |  |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  | renseignements afférant aux contribuables dont les CA déclarés en 2022 et 2023 étaient inférieurs à ceux recoupés concernant les exercices 2022 et 2021 ont été transmis aux différentes structures opérationnelles de la DGI contre 436 bulletins de renseignements | bulletins de renseignements est liée à l'immatriculation des contribuables qui rend leur localisation difficile. |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |  | s afférant aux contribuables dont les montants des achats ou les CA déclarés en 2022 étaient inférieurs à ceux recoupés. |   |        |
|--|---|--|--|--|---|--------|
|  | Appliquer le droit d'enquêtes spéciales en matière de TVA   | Préparer les dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA | Nombre de dossiers d'enquêtes spéciales en matière de TVA programmés | Réalisée   | 86 dossiers ont été programmés<br>29 dossiers ont été traités dont 11 en foncier  |        |
|  | Mobiliser en interne des compétences techniques ciblées pour le suivi de certains secteurs d'activité dont les caractéristiques technologiques ou autres rendent difficile le |  |  |  | En 2023 le programme de vérification générale de comptabilité a concerné 2483 contribuables répartis comme suit entre les structures opérationnelles: Direction | DREACV |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|
| contrôle téléphonie finances<br>extraction minière etc... |  |  | des Grandes Entreprises (DGE) 504;la Direction des impôts du District (DID) 1735 et les Directions Régionales des Impôts (DRI) 244 .En ce qui concerne le programme de contrôle sur pièces, il a porté sur (1872) contribuables répartis comme suit entre les structures opérationnelles Direction des Grandes Entreprises (DGE) 68;la Direction des impôts du District (DID) 1 378 et les Directions Régionales des Impôts (DRI) 430. |  |
|---|--|--|--|--|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |   |  |
|--|--|--|--|---|--|
| Réaliser et coordonner les opérations de contrôle externe pour mieux lutter contre la fraude |  |  |  | La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale constitue une mission essentielle de la DREACV. A cet égard :<br>-les programmes de vérification sont établis sur la base de dossiers présentant une présomption de risque de fraude très élevé ; Le programme de recherches est sur la base de sources pouvant nous fournir un maximum de renseignements sur les contribuables. Lors de la révision des dossiers par la Division Appui Conseil à la Vérification il est systématiquement fait |  |
|--|--|--|--|---|--|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |                                    |          |   |           |
|--|--|--|------------------------------------|----------|---|-----------|
|  |  |  |                                    |          | recours aux recoupements des données dans SIGTAS et autres recoupements (CMRIEF). |           |
|  | Élaborer les plans interne et externe de communication sur la réforme organisationnelle à mettre en œuvre à la DGI |  | Plans de communication disponibles | Réalisée | Le plan a été élaboré et mise en œuvre.   | CRPC/DFLC |

**Orientation stratégique 2 -Favoriser un environnement propice au civisme fiscal**

**Résultat attendu 2.1: Maîtrise confirmée de SIGTAS**

**Extrant 2.1.1: Méthodes standardisées pour le toilettage et le maintien des données sur les contribuables appliquées**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |   |                             |  |  |  |          |
|---|---|-----------------------------|--|--|--|----------|
|   | Élaborer la liste actualisée des contribuables actifs                                   |                             | Liste actualisée des contribuables actifs disponible | Réalisée   | La liste actualisée des contribuables en fonction de leur régime d'imposition (synthétique, régime du réel, régime simplifié) a été mise en ligne. | CRPC /DI |
| <b>Extrant 2.1.2: Renforcement des compétences des agents sur SIGTAS effectué</b> |   |                             |  |  |  |          |
|   |   |                             |  |  |  |          |
|   | Appuyer les services à utiliser les modules de vérification, contentieux et exonération | Nombre de rencontres tenues | Le planning des rencontres est disponible            | Les modules de vérification, contentieux et exonération ont été mises à jour. Les services ont | Réalisée   | DI       |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |                                  |  |   |  |      |
|--|--|----------------------------------|--|---|--|------|
|  |  |                                  |  | bénéficié des appuis nécessaires.   |  |      |
|  | Organiser des rencontres thématiques par poste de travail avec les services opérationnels et les contribuables | Le nombre de rencontres est tenu | Le planning des rencontres est disponible          | Des rencontres ont été organisées sur l'analyse des restes à recouvrer dans SIGTAS, sur le déploiement des télé services. |  | DI   |
|  | Livrer toutes les fonctionnalités de SIGTAS  | La liste des fonctionnalités     | Le module télé services est disponible dans SIGTAS | La télé déclaration et le télépaiement sont opérationnels dans SIGTAS   | Tous les contribuables de la DGE et certains contribuables des CIME utilisent les télé services. | CTSF |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

**Résultat attendu 2.2: Amélioration accentuée de l'immatriculation des contribuables dans SIGTAS**

**Extrant 2.2.1: Gestion de l'immatriculation du contribuable améliorée**

|  |   |   |   |  |   |    |
|--|---|---|---|--|---|----|
|  | Interconnecter la structure qui créé le NINA avec les services utilisateurs | Le nombre de structures interconnectées       | Les structures utilisatrices du NINA sont interconnectées | Les services du MEF, l'API, l'INPS sont interconnectés | L''ANPE, le Tribunal du commerce ne sont pas encore connectés.                                  | DI |
|  | Attribuer un NINA à tous les contribuables déjà identifiés par le NIF       | Le nombre de contribuables ayant reçu un NINA | Tous les contribuables immatriculés possèdent un NINA     | Non réalisée   | Les recommandations de l'étude sur la migration du NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre. | DI |
|  | Procéder au chargement du NINA dans les applications                        | Le nombre de services utilisant le NINA       | Liste des applications concernées                         | Non réalisée   | Les recommandations de l'étude sur la migration du  | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |   |                                  |              |  |   |         |
|---|---|----------------------------------|--------------|--|---|---------|
| informatiques des services utilisateurs   |   |                                  |              |  | NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre.  |         |
| Informers les contribuables du transfert du NIF vers le NINA  | Le plan de communication est disponible | Nombre de communications         | Non réalisée |  | Les recommandations de l'étude sur la migration du NIF vers le NINA ne sont pas mises en œuvre.   | DI      |
| Élaborer les plans de communication (interne et externes) sur l'immatriculation améliorée des contribuables |   | Plan de communication disponible | Réalisée     |  | Une fonctionnalité a été développée dans SIGTAS à cet effet<br>Rendre obligatoire l'adhésion à e-impôt améliorerait d'avantage l'immatriculation des contribuables. | CRPC/DI |

**Extrant 2.2.2: Transfert du NIF vers le NINA effectué**

|   |  |       |              |  |  |          |
|---|--|-------|--------------|--|--|----------|
| Élaborer les plans de communication (interne et |  | Aucun | Non réalisée |  | En attente d'une mise à jour à faire dans SIGTAS en adéquation avec le | CRPC /DI |
|---|--|-------|--------------|--|--|----------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|--|
| externes) sur transfert du NIF vers le NINA |  |  |  | système de l'API pour rendre opérationnel le transfert du NIF vers le NINA.<br>Un cadre de travail a été créé pour voir la faisabilité de cette Loi.<br>Les discussions sont en cours. |  |
|---|--|--|--|--|--|

**Résultat attendu 2.3: Changement constaté dans la prise en charge de la gestion des exonérations fiscales et des émissions des impôts dans SIGTAS**

**Extrant 2.3.1: Plan d'encadrement des exonérations fiscales adopté**

|  |                                       |  |  |   |    |
|--|---------------------------------------|--|--|---|----|
| Elaborer le rapport sur les exonérations dans SIGTAS | Disponibilité du module d'exonération | Le rapport sur les exonérations est disponible | Le module des exonérations fiscales est disponible dans SIGTAS | Les agents de la DLFC et des services opérationnels ont bénéficié de la formation et des appuis rapprochés. | DI |
|--|---------------------------------------|--|--|---|----|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |                             | L'instruction sur le traitement des exonérations a été rédigée et signée |  |                   |
|--|--|--|-----------------------------|--|--|-------------------|
|  | Élaborer le plan de communication et une stratégie d'encadrement des exonérations      |  | Textes disponibles diffusés | Réalisée   | Tous les documents sur l'exonération sont <b>validés</b><br>Le plan de communication a été élaboré mais n'a pas été mis en œuvre.                            | <b>CRP C/DFLC</b> |
|  | Établir la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS |  | Liste des agents disponible | Réalisée   | La liste des agents à former a été fournie <b>par le</b> Directeur de la LFC. <b>La</b> formation a été <b>donnée</b> aux agents concernés <b>par</b> la DI. | <b>DFLC</b>       |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |                 |  |                                     |
|---|--|---|-----------------|--|-------------------------------------|
| <p>Élaborer le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS</p> |  | <p>Disponible mais n'a pas été intégrée dans l'intranet</p> | <p>Réalisée</p> | <p>Un stock important d'arrêtés d'exonération existe dans les structures opérationnelles. Lors de réunion de direction des 13 et 20 décembre 2021 des décisions fortes ont été prises par le DGI. L'échéance pour achever les corrections est fixée au 31.12.2021.</p> | <p align="center"><b>D</b> PFP</p>  |
| <p>Évaluer la situation des exonérations attribuées</p>   |  | <p>Situation des exonérations attribuées évaluée</p>        | <p>Réalisée</p> |  | <p align="center"><b>D</b> P ES</p> |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |          |   |             |
|--|--|---|----------|---|-------------|
| Diffuser la liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS      |  | La liste des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS disponible | Réalisée | La formation a concerné dans un premier temps <b>les</b> agents de la DLFC au niveau central ensuite <b>les</b> agents en service au niveau de la Division Contentieux Fiscal de la DID.        | <b>DFLC</b> |
| Diffuser le calendrier des agents à former à la prise en charge des exonérations dans SIGTAS | Le calendrier de formation a fait l'objet d'une diffusion en version papier et à travers le site intranet. | Le texte est disponible   | Réalisée | La formation a concerné dans un premier temps <b>les</b> agents de la DLFC au niveau central ensuite <b>les</b> agents en service au niveau de la Division Contentieux Fiscal de <b>la</b> DID. | <b>DFLC</b> |
| Soumettre aux taux réduits de TVA certains produits  | Certains produits sont à soumettre au taux réduit de la TVA  | Le projet de texte est disponible   | Réalisé  | Dans l'annexe fiscale à <b>la</b> loi des finances pour l'exercice 2023, certains biens qui étaient exonérés ont été soumis au taux réduit de TVA.  | <b>DLFC</b> |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 2.3.2: Prise en charge des erreurs d'émissions effectuée**

|  |  |   |  |   |                |
|--|--|---|--|---|----------------|
| Établir la liste des problèmes d'émissions issus de SIGTAS                           | Nombre de problèmes d'émission relevés dans SIGTAS | Une liste de 14 problèmes intégrée dans l'intranet      | Réalisée   | La liste des erreurs a été diffusée dans l'intranet ainsi que les solutions pour les résoudre   | <b>DI</b>      |
| Prendre en charge la gestion des erreurs d'émission dans SIGTAS                      | Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS            | Nombre d'erreurs d'émission dans SIGTAS prise en charge | Réalisée. 8 points spécifiques de blocage liés aux erreurs d'émission ont été pris en charge dans SIGTAS 3.0 | La liste des erreurs est diffusée dans l'intranet au fur et à mesure que les problèmes soulevés sont résolus, la diffusion est faite à travers l'intranet | <b>DI</b>      |
| Diffuser le calendrier des agents à former à la correction des émissions dans SIGTAS |  | Calendrier des agents à former à la correction des      | Réalisée   | Cette formation a concerné les Chefs Divisions, gestionnaires, receveurs et agents de poursuite de la DGE également les chefs de                          | <b>DI/CRPC</b> |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |                                      |          |   |                        |
|--|---|--|--------------------------------------|----------|---|------------------------|
|  |   |  | émissions dans SIGTAS diffusé        |          | centre, chefs gestion, gestionnaires, Receveurs et agents de poursuite de la DID. |                        |
|  | Editer la liste des erreurs d'émissions |  | Liste des erreurs d'émission éditée  | Réalisée |   | Structures d'assiettes |
|  | Corriger les erreurs d'émissions        |  | Nombre d'erreurs d'émissions corrigé | Réalisée |   | Structures d'assiettes |

**Résultat attendu 2.4: Recouvrement amélioré des impôts**

**Extrant 2.4.1: Mise à jour des méthodes de recouvrement complétée**

|  |  |  |  |          |   |     |
|--|--|--|--|----------|---|-----|
|  | Compléter les méthodes et procédures de recouvrement |  | Procédures de recouvrement dans SIGTAS complétée | Réalisée | La procédure de recouvrement dans SIGTAS a été complétée. | SDI |
|--|--|--|--|----------|---|-----|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |                                  |          |  |          |
|---|--|----------------------------------|----------|--|----------|
| Diffuser les procédures et méthodes de recouvrement |  | Procédures et méthodes diffusées | Réalisée | Les procédures et méthodes de recouvrement dans SIGTAS n'a pas été mise à la disposition de la CRPC pour être diffusée | SDI/CRPC |
| Mettre en place un dispositif d'apurement des RAR   |  |                                  | Réalisée | Le processus de toilettage est permanent.  | CAR      |

**Résultat attendu 2.5: Optimisation améliorée des nouvelles technologies dans la gestion des impôts**

**Extrant 2.5.1: Systèmes informatiques fonctionnels**

|  |  |   |          |   |    |
|--|--|---|----------|---|----|
| Adapter l'infrastructure réseau                |  | L'architecture cible du réseau est élaborée | Réalisée | . Le réseau est fluide et accessible              | DI |
| Faire le diagnostic de l'infrastructure réseau |  | Le rapport du diagnostic est disponible     | Réalisée | Des améliorations ont été apportées sur le réseau | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |          |  |    |
|--|--|---|----------|--|----|
| Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure réseau  |  | Les recommandations formulées sur le réseau ont été mises en œuvre                    | Réalisée | Le rapport d'étude sur le réseau est disponible  | DI |
| Adapter l'infrastructure télécom                                 |  | L'architecture des équipements et liaisons télécom                                    | Réalisée | Les contrats avec les différents prestataires sur les équipements télécom ont été renouvelés | DI |
| Faire le diagnostic de l'infrastructure télécom                  |  | Le rapport du diagnostic est disponible   | Réalisée | Les améliorations apportées sur les liaisons sont disponibles                                | DI |
| Mettre en œuvre les recommandations sur l'infrastructure télécom |  | Les recommandations sur la mise en œuvre de l'infrastructure télécom sont disponibles | Réalisée | Le rapport d'étude sur le réseau est disponible  | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |  |          |  |    |
|---|--|--|----------|--|----|
| Mettre en œuvre les recommandations                                     |  | La stratégie de mise en recommandations                                  | Réalisée | Les recommandations sur le réseau télécom ont été mises en œuvre                   | DI |
| Mettre à niveau la salle serveur  |  | Le schéma cible de la salle serveur est disponible                       | Réalisée | La salle serveur répond aux normes et bonnes pratiques en vigueur                  | DI |
| Identifier les travaux requis pour la mise à niveau de la salle serveur |  | Liste des besoins de modernisation et d'optimisation de la salle serveur | Réalisée | L'architecture cible de la salle serveur est disponible                            | DI |
| Poursuivre les travaux de modernisation de la salle serveur             |  | Le listing des travaux à réaliser  | Réalisée | Les travaux de modernisation de la salle serveur ont été finalisés et réceptionnés | DI |
| Assurer la veille technologique   |  | Les équipements sont renouvelés  | Réalisée | Les équipements sont renouvelés selon les normes de bonnes pratiques               | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |             |  |          |
|--|--|--|-------------|--|----------|
| Identifier le matériel obsolète  |  | La liste du matériel obsolète                  | Réalisée    | Le recensement des équipements obsolètes a été réalisé       | DI       |
| Elaborer un plan de renouvellement   |  | Le plan de renouvellement est validé           | Réalisée    | Le plan de renouvellement élaboré est validé                 | DI       |
| Exécuter les plans de renouvellement   |  | Les équipements sont réceptionnés              | Réalisée    | Le plan de renouvellement des équipements a été réalisé      | DI       |
| Faire l'audit du réseau électrique dans les bâtiments de la DGI à Bamako et dans les régions |  | Le planning de l'audit est élaboré et validé   | Non réalisé |  | DGI      |
| Mettre en œuvre les recommandations de la mise en conformité du réseau électrique            |  |  | Non réalisé |  | DGI      |
| Rendre opérationnelles les nouvelles fonctions (vérification-gestion du                      |  | -la fonction vérification est opérationnelle ; | Réalisée    | Les fonctions vérification, contentieux et exonérations sont | DI/DREAV |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |  |                              |  |
|--|--|---|--|------------------------------|--|
| contentieux-gestion de l'exonération) de SIGTAS. |  | -la fonction gestion de l'exonération est validée |  | opérationnelles dans SIGTAS. |  |
|--|--|---|--|------------------------------|--|

**Extrant 2.5.2: Informatisation des structures complétées**

|   |   |  |  |          |    |
|---|---|--|--|----------|----|
| Connecter les sites de Koulikoro, Sikasso, Bougouni, Koutiala et Niono. | Contrat de prestation pour la connexion des sites | Les sites sont connectés au niveau de la DGI       | Les travaux du site de Sikasso ont démarré mais n'ont toujours pas été finalisés | En cours | DI |
| Mettre en place les données de base                                     | Plan de collecte des données de base              | Le nombre de dossiers et comptes créés dans SIGTAS | Aucun  | Réalisée | DI |
| Configurer et installer les équipements                                 | Liste des équipements                             | Les équipements sont disponibles                   | Aucun  | Réalisée | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |                   |   |              |  |            |
|--|---|-------------------|---|--------------|--|------------|
|  | Former les utilisateurs   | Plan de formation | La liste des acteurs à former               | Aucun        | Réalisée   | DI         |
|  | Communiquer sur l'informatisation des structures de Koulikoro, Sikasso, Koutiala, et Bougouni |                   | Informatisation de 3 Structures à compléter |              | Aucune information à diffuser concernant les 3 structures ciblées.<br>Il reste la pose du réseau ondulé, du réseau informatique ; le compteur moyenne tension et l'onduleur pour compléter et rendre opérationnelles les 3 structures. | CRPC       |
|  | Élaborer la liste des agents à former aux procédures  |                   | Aucun                                       | Non réalisée |  | Structures |
|  | Diffuser le calendrier de formation des agents.   |                   | Aucun                                       | Non réalisée |  | CRPC       |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |       |              |  |      |
|--|--|-------|--------------|--|------|
| Faire l'actualité relative aux nouveaux centres informatisés |  | Aucun | Non réalisée |  | CRPC |
|--|--|-------|--------------|--|------|

**Résultat attendu 2.6: Gestion optimisée des dossiers de réclamation en contentieux et en gracieux**

**Extrant 2.6.1: Gestion du délai de traitement des dossiers d'une réclamation améliorée**

|  |  |   |          |  |     |
|--|--|---|----------|--|-----|
| Actualiser les normes de la DGI (celles de traitement des dossiers de réclamation incluses). |  | 38 normes sont actualisées, sous 8 grandes rubriques. Elles sont diffusées à l'interne et à l'externe | Réalisée | Les normes sont validées et diffusées via intranet et internet. La norme de traitement des dossiers de réclamation est fixée à 60 jours. | COM |
| Valider et diffuser les normes   |  | 1000 affiches des normes dont 500 encadrées   | Réalisée | 1000 affiches Encadrées des normes et de la Charte du contribuable ont été distribuées   | DGI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |                              |              |  |         |
|--|---|------------------------------|--------------|--|---------|
| Traiter les dossiers de réclamation dans SIGTAS                    | Traitement des réclamations dans SIGTAS effectué      | L'application est disponible | Réalisée     |  | DI/DLFC |
| Corriger systématiquement les erreurs d'émission des contribuables | Gestion du traitement des D.O dans SIGTAS informatisé | Liste des agents à former    | Non réalisée |  | DI/DLFC |
| Evaluer le stock de D.O par structure                              | Stock de D.O par structure                            | Liste des agents à former    | Non réalisée |  | DI/DLFC |

**Résultat attendu 2.7: Modernisation effective des services aux contribuables**

**Extrant 2.7.1: Compétences et capacités des agents du BAC développées selon le genre**

|  |  |   |                                    |  |    |
|--|--|---|------------------------------------|--|----|
| Implémenter les télé déclarations et les téléconsultations |  | Les télé déclarations et les téléconsultations sont disponibles | La DGE utilise la télé déclaration |  | DI |
|--|--|---|------------------------------------|--|----|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |  |  |      |
|---|--|---|--|--|------|
| Former les agents et les contribuables sur les télé déclarations et téléconsultations |  | La liste des agents à former est disponible                                     | Les agents de la DGE et certains contribuables ont été formés sur les télé déclarations et téléconsultations |  | CTSf |
| Rendre les télé services opérationnels  |  | Les contribuables de la DGE sont informés de la disponibilité des télé services | Une cinquantaine de contribuables de la DGE utilise les télé déclarations et téléconsultations               |  | CTSf |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |              |   |                        |
|---|--|---|--------------|---|------------------------|
| Élaborer le plan de communication pour les agents des BAC                     |  | Nombre d'agents de BAC concerné           | Non réalisée | Aucune liste n'est disponible ;<br>L'activité n'a pas débuté en raison des multiples affections survenues.  | CRPC                   |
| Établir la liste des agents titulaires du BAC à former selon le genre         |  | La liste disponible doit être actualisée  | Non réalisée | La valorisation du métier de préposé au BAC est une condition préalable pour la réussite des activités BAC  | Structures d'assiettes |
| Diffuser le calendrier de formation des agents du BAC                         |  | Le calendrier n'est pas disponible        | Non réalisée |   | CRPC                   |
| Diffuser la décision de valorisation de la fonction service aux contribuables |  | Aucune décision nouvelle n'est disponible | Non réalisée | Malgré l'existence d'une disposition relative à l'intéressement des agents, la motivation fait défaut.<br>Les dispositions actuelles méritent d'être révisées | CRPC                   |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  | pour valoriser la fonction du BAC. Par exemple en faire un passage obligé pour la promotion aux postes peut résoudre le problème |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

**Extrant 2.7.2: Nouveau services personnalisés aux contribuables disponibles**

|  |  |  |  |              |   |      |
|--|--|--|--|--------------|---|------|
|  | Diffuser les outils de performance du BAC    |  |  | Non réalisée | Dans le cadre de la mise en œuvre de la GAR, un outil de performance peut être conçu et mis en œuvre, suivi d'une évaluation. | CRPC |
|  | Améliorer l'accueil au niveau des structures |  | 4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-CIME) | En Cours     | La plupart de bureaux d'accueil nécessitent un réaménagement.   | CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |   |                 |  |      |
|--|---|--|---|-----------------|--|------|
|  |   |  |   |                 |  |      |
|  | Organiser le lancement officiel des télés services                            |  | <b>126 445</b><br>Internautas ont consulté le site Web de janvier à décembre 2023 | <b>Réalisée</b> | Le site fait sa propre promotion depuis sa mise en ligne grâce à un bon référencement.<br>Les rubriques les plus consultées sont : les impôts à payer, l'ITS, comment obtenir un NIF, la liste des contribuables actifs de la DGI.<br><b>Les statistiques sont disponibles</b> | CRPC |
|  | Diffuser le calendrier de formation pour les contribuables des CIME1 et CIME2 |  | Aucun   | Réalisée        | Les centres de moyennes entreprises de Bamako (Rive droite et Rive gauche) ont officiellement démarré en Février 2021.   | CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |                                  |   |          |  |         |
|--|---|----------------------------------|---|----------|--|---------|
|  |   |                                  |   |          | A ce jour, tous les contribuables de la DGE et des CIME ont souscrit aux téléservices  |         |
|  | Organiser les focus groupes pour informer les contribuables et les partenaires des CIME1 et CIME2 de la DID | Les focus groupes sont organisés |   | Réalisée | Avec le lancement de la télé déclaration à la DGE (obligatoire) et dans les CIME (facultatif) ; le répertoire des contribuables par structure est élaboré. Des informations ciblées sont partagées en fonction des attentes et besoins de chaque groupe. | CRPC    |
|  | Diffuser les avantages du secteur informel  |                                  | 10 communications sur la mise en ligne de la liste actualisée |          | Cette liste est en cours de retraitement pour faciliter l'identification des régimes d'imposition de   | DI/CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |   |  |                             |             |  |          |
|---|---|--|-----------------------------|-------------|--|----------|
|   |   |  | des contribuables de la DGI |             | chaque contribuable. Une lettre signée du MEF devra rendre son utilisation obligatoire par toutes les structures pour s'assurer de la fiabilité des données sur les contribuables auprès de chaque administration utilisatrice du NIF (DGD, DNCTP, DNCC, DGMP, DGD, INPS, DGI, DNB, DNCF...) |          |
| Améliorer l'accueil au niveau des structures                        | 4 bureaux d'accueil adéquatement aménagés (DGI-DGE-DID-DRI) |  | En partie                   |             | La plupart de bureaux d'accueil nécessitent une rénovation et un réaménagement   | DGI/CRPC |
| Diffuser le calendrier de formation pour les contribuables des CIME |   |  | Aucun                       | Non réalisé | Les centres de moyennes entreprises de Bamako (Rive droite et Rive   | CRPC     |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  | gauche) ont officiellement démarré en Février 2021. Plus de 668 contribuables de la DGE ont souscrit à la solution télé-déclaration à la DGE et plus de 150 des CIME ont volontairement adhérer à la solution au 31 décembre 2021. |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

**Extrant 2.7.3: Stratégie d'accompagnement des entreprises en difficulté opérationnelle**

|  |                                    |  |   |          |   |                |
|--|------------------------------------|--|---|----------|---|----------------|
|  | Faire une Cartographie des risques |  | <b>37 risques</b> majeurs identifiés donnent des indices de | Réalisée | La cartographie des risques a été mise en place avec l'implication de | Bureau d'Audit |
|--|------------------------------------|--|---|----------|---|----------------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |   |              |   |     |
|--|--|--|---|--------------|---|-----|
|  | Pour détecter précocement la défaillance pour les entreprises  |  | détection des entreprises en difficulté |              | toutes les structures et elle a été diffusée à travers l'intranet.<br>Toutefois des allègements sont prévus dans le cadre des remises gracieuses par décision de dégrèvement en cas de difficulté |     |
|  | Associer les entreprises en difficulté opérationnelle à la détermination des stratégies à mettre en place pour les accompagner |  | Aucun                                   | Non réalisée |   | FLC |

**Extrant 2.7.4: Sécurisation et organisation de l'assistance comptable en entreprise (CGA, experts comptables, commissaires aux comptes) effectives**

|  |   |  |  |  |  |      |
|--|---|--|--|--|--|------|
|  | Diffuser les documents sur la création et l'opérationnalisation CGA opérationnels | Les textes et documents officiels sur l'opérationnalisation des CGA sont disponibles |  | Réalisée. <b>26 Centres de Gestion Agréés</b> sont | La création de CGA prévue sous la forme sociétaire est celle qui est opérationnelle. | CFPC |
|--|---|--|--|--|--|------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |   |  |  |
|--|--|--|--|---|--|--|
|  |  |  |  | créés au Mali sous la forme associative | Un projet de directive fait dans ce sens est en cours d'approbation au conseil de l'UEMOA. Une fois cette directive approuvée les CGA pourront être créés sous forme sociétaire et être opérationnels. |  |
|--|--|--|--|---|--|--|

**Extrant 2.7.5: Télé services opérationnels à la DGI**

|  |  |  |  |   |    |
|--|--|--|--|---|----|
| Rendre les télés services opérationnelles à la DGI |  | Les télés services sont opérationnelles à la DGE | Plus de 668 contribuables de la DGE ont souscrit à la solution télé déclaration à la DGE et plus | La télé déclaration est devenue obligatoire pour toutes les grandes entreprises (DGE) et optionnelle pour toutes les moyennes entreprises depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2021. | DI |
|--|--|--|--|---|----|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |   |  |   |      |
|--|--|---|---|--|---|------|
|  |  |   |   | de 150 des CIME ont volontairement adhéré à la solution au 31 décembre 2021. | Quant au télépaiement, il a démarré officiellement le 1 <sup>er</sup> janvier 2022. Pour des raisons stratégiques, il a provisoirement fait l'objet d'une suspension.   |      |
|  | Elaborer un plan de communication sur les télé-services. | Une stratégie de communication adossée à un plan de communication est élaborée. | Le plan de communication comporte un volet relatif à la télé déclaration et un autre dédié au télépaiement. | Réalisée   | Un communiqué diffusé suivant divers canaux porte sur le caractère obligatoire de la télé déclaration.<br>Un communiqué en date de décembre 2021 informant les contribuables des mécanismes de fonctionnement et du | CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |   |  |
|--|--|--|--|--|---|--|
|  |  |  |  |  | lancement des télépaiements.<br>En fin un communiqué de janvier 2022 informant les usagers de la suspension des télépaiements suite aux sanctions de la CEDEAO. |  |
|--|--|--|--|--|---|--|

**Extrant 2.8.1: Outils de communication améliorés**

|  |  |                   |          |  |      |
|--|--|-------------------|----------|--|------|
| Intensifier la communication avec les supports de communication produits |  | 30 communications | Réalisée | Presse écrite, presse orale, internet, réseaux sociaux ont été utilisés pour | CRPC |
|--|--|-------------------|----------|--|------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |   |          |  |      |
|--|--|--|---|----------|--|------|
|  |  |  |   |          | véhiculer différents messages.   |      |
|  | Élaborer la stratégie de communication 2020-2021 de la DGI |  | Les travaux de préparation de la stratégie de communication <b>DGI 2021-2024</b> ont provisoirement été suspendus à raison en attendant les résultats de l'expert désigné par le MEF pour élaborer une stratégie globale, un plan de communication pour tout le département des finances. | Réalisée | Néanmoins la DGI dispose à ce jour de tous les éléments pour élaborer une stratégie de communication efficace et efficiente tournée vers le numérique. | CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|                                       |  |                                 |          |   |  |
|---------------------------------------|--|---------------------------------|----------|---|--|
| Améliorer les outils de communication |  | intranet et internet modernisés | Réalisée | Des expressions de besoin ont été faites pour obtenir l'accord de la hiérarchie à réaliser l'amélioration des outils de communication (GFA-envois de message sms par téléphonie, modernisation de l'autocom pour enregistrement vocal de message d'accueil, de sensibilisation au civisme fiscal, installation d'écrans pour faire passer les messages de sensibilisation, actualisation des panneaux et enseigne d'orientation et d'information, intégration |  |
|---------------------------------------|--|---------------------------------|----------|---|--|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  | de l'application géolocalisation des structures des impôts dans le site web, installation de fontaines d'eau, ...) |  |
|--|--|--|--|--|--|--|

**Extrant 2.8.2: Communication au contribuable intensifiée**

|  |  |  |   |          |   |      |
|--|--|--|---|----------|---|------|
|  | Développer la communication de proximité |  | <b>5 demandes</b> de rencontre sont en cours de traitement pour sensibiliser des partenaires au civisme fiscal. Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet | Réalisée | 2 radios de la place, une association des directeurs de publication, un projet et une entreprise chinoise ont émis le vœu d'être informé sur la fiscalité et sur leurs droits et leurs devoirs. | CRPC |
|--|--|--|---|----------|---|------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |              |   |      |
|---|--|---|--------------|---|------|
| Créer un cadre formel de rencontre avec les partenaires en fonction du contenu des conventions qui lieront les 2 parties.               |  | Des rencontres se font en fonction des activités prévues mais pas dans un cadre légal prévu à cet effet |              | L'élaboration des différentes conventions de partenariat pourra faire démarrer cette activité   | CRPC |
| Actualiser des panneaux et enseignes lumineux d'identification des services de la DGI   | Actualisation des panneaux et enseignes lumineux de la DGI |   | Réalisée     | Les panneaux et enseignes lumineux des 02 CIME et du Centre VI ont été confectionnés et installés. Il en de même pour ceux des Centres I, II et V     | CRPC |
| Elaborer un questionnaire de sondage du personnel sur la satisfaction par rapport à l'image de perception de la DGI et de ses services. |  |   | Non réalisée | Une fenêtre sondage en ligne existe sur le site intranet. Mais qui n'est pas utilisée, il y a lieu de faire sa promotion auprès des agents de la DGI. | CRPC |
| Créer un annuaire en ligne pour la mise à jour en temps réel des informations personnelles du contribuable.                             |  |   | Non réalisée | Le projet du centre d'appel téléphonique de la DGI n'est pas réalisé faute de financement disponible.   |      |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Orientation stratégique 3-Renforcer le professionnalisme des agents comme étant un préalable à la performance**

**Résultat attendu 3.1: Gestion améliorée des ressources humaines**

**Extrant 3.1.1: Outils de gestion des ressources humaines exploités**

|  |   |  |   |              |   |    |
|--|---|--|---|--------------|---|----|
|  | Acquérir les nouvelles versions de Windev et Webdev   |  | Disponibilité de Webdev   | Réalisée     | Les nouvelles versions de Windev et Webdev sont disponibles                               | DI |
|  | Former et mettre à niveau les développeurs sur les outils de développement (Windev et Webdev)                               |  | Le programme de formation et la liste des acteurs à former              | Non réalisée | La formation des développeurs n'a pas pu être réalisée en 2023 pour défaut de financement | DI |
|  | Mettre à niveau le système intégré de gestion des ressources des ressources humaines (SIGRH), courrier, gestion des valeurs |  | Disponibilité des nouvelles versions des applications (SIGRH), courrier | Réalisée     | L'équipe de la DI a procédé à l'actualisation du courrier dans le logiciel SIGRH.         | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |                                  |  |      |
|--|--|--|--|----------------------------------|--|------|
|  |  |  | et gestion des valeurs                                     |                                  | Les applications SIGRH), courrier, gestion des valeurs sont opérationnelles  |      |
|  | Former les utilisateurs sur les nouvelles fonctionnalités des applications |  | Le programme de formation et la liste des acteurs à former |                                  | Les utilisateurs du SIGRH, du courrier et la gestion des valeurs ont été formés par l'équipe de la DI par la mise à disposition d'un informaticien au bureau du personnel. | DI   |
|  | Déployer des nouvelles versions des nouvelles applications                 |  | Les nouvelles versions des applications sont disponibles   | Réalisée                         | Les nouvelles versions des applications (SIGRH), courrier, gestion des valeurs sont déployées et opérationnelles.  | DI   |
|  | Diffuser régulièrement des informations issues du SIGRH                    |  |  | Non réalisée, car les structures | La performance de l'outil dépend de sa mise à jour en temps réel tant au   | CRPC |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |                                 |  |  |    |
|--|--|---|---------------------------------|--|--|----|
|  |  |   |                                 | concernées n'actualisent pas régulièrement leurs bases de données respectives concernant leurs personnels. | niveau de la DGI qu'au niveau de chaque structure (DAGEC). Un mécanisme de suivi responsabilisant tous les acteurs doit être de rigueur et le SIGRH doit être accessible à tous les acteurs concernés. |    |
|  | Rendre opérationnelle la nouvelle version de SIGRH | Disponibilité d'outils GRH                          | Nombre d'outils de GRH implanté | Réalisée   | Les utilisateurs sont identifiés et formés<br>La réalisation de cette activité est liée au processus d'informatisation de la DGI   | DI |
|  |  | Base de données nouvelles sur les agents constituée | Nombre de dossiers mis à jour   | Logiciel de GRH renseigné  | Tâche permanente   | DI |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |   |  |         |  |
|---|--|---|---|--|---------|--|
| Mettre à jour les nouvelles informations se rapportant à la situation des agents        |  |   |   |  |         |  |
| Rédiger un rapport périodique sur les données du SIGRH                                  | Disponibilité des données                | Nombre de rapports collectés                |   | Non réalisée   | DI/DPPF |  |
| Implanter SIGRH dans les nouvelles structures informatisées                             | Identification des nouvelles structures  | Nombre de structures nouvelles identifiées  | Logiciel de GRH implanté et renseigné                 | Non réalisée   | DI/DGI  |  |
| Identifier les nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH                       | Recensement des besoins nouveaux         | Nombre d'applications nouvelles identifiées | Les nouvelles applications sont installées            | Non réalisée   | DGI     |  |
| Créer un comité de relecture du plan de mobilité et de rétention du personnel de la DGI | Disponibilité d'un cadre de concertation | Nombre de réunions de suivi organisés       | Niveau de coordination et de supervision des réunions | Les projets de textes ont été élaborés. Une proposition de révision du Décret portant Plan de Carrière des | DGI     |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |  |   |  |  |  |  |
|---|--|---|--|--|--|--|
|   |  |   |  |  | fonctionnaires des impôts est en cours d'examen. |  |
| Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents  | Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel | Nombre d'agents évalués   | Guide d'entretien uniforme d'évaluation du personnel est élaboré | Non réalisée   | DPFP   |  |
| Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH  | Disponibilité de rapport                             | Nombre de rapports collectés  | Niveau de coordination et de supervision des rapports            | Non réalisée   | DPFP   |  |
| Déterminer les modalités d'évaluation du mérite des agents selon des critères quantitatifs ou qualitatifs | Disponibilité de fichier d'évaluation                | Taux de traitement des dossiers et respect des délais de traitement | Un Bureau d'Etude est consulté                                   | Non réalisée   | DPFP   |  |
| Créer un comité de relecture du plan de carrière et du statut   | Disponibilité d'un cadre de concertation             | Nombre de réunions de suivi organisés                               | Les projets de texte sont élaborés                               | Une proposition de révision du Décret portant Plan de Carrière des | DGI/DPFP/Syndicat                                |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |       |              |  |      |
|--|--|--|-------|--------------|--|------|
|  | particulier des agents du cadre des Impôts         |  |       |              | Fonctionnaires des Impôts est en cours d'examen            |      |
|  | Diffuser le calendrier global des départs en congé |  | Aucun | Non réalisée | Pas de maîtrise globale des départs en congé par structure | DPFP |

**Extrant 3.1.2 Evaluation des besoins des structures en ressources humaines selon les profils**

|  |   |   |                                       |                                |  |      |
|--|---|---|---------------------------------------|--------------------------------|--|------|
|  | Adopter le plan d'intéressement des agents pour tenir compte des spécificités des structures de soutien | Disponibilité d'un cadre de concertation              | Nombre de réunions de suivi organisés | Le projet de texte est élaboré | Non réalisée. Les échanges (Administration et Syndicat) sur le projet de texte ont été suspendus, en raison de la pandémie du COVID 19. Les travaux devraient reprendre dans un proche avenir. | DPFP |
|  | Implanter le logiciel SIGRH dans les nouvelles structures informatisées                                 | Identification des nouvelles structures informatisées | Nombre de nouvelles structures        | Le logiciel GRH est renseigné  | Non réalisée   | DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |                                  |   |  |              |      |
|--|--|----------------------------------|---|--|--------------|------|
|  |  |                                  | informatisées<br>identifiées                |  |              |      |
|  |  |                                  |   |  |              |      |
|  | Identifier de nouveaux besoins en matière d'utilisation du SIGRH | Recensement des besoins nouveaux | Nombre d'applications nouvelles identifiées | Les nouvelles applications sont installées | Non réalisée | DPFP |

**Résultat 3.2 Professionnalisme renforcé des agents**

**Extrant 3.2.1 Compétences et capacités des agents renforcées**

|  |  |   |   |   |   |      |
|--|--|---|---|---|---|------|
|  | Elaborer un plan général de formation  | Recenser les besoins nouveaux de formation des structures           | Les besoins nouveaux de formation sont recensés | Le programme de formation de la DGI 2021 est disponible | Réalisée. Le plan général de formation de la DGI 2021 reflétant les besoins des structures a été élaboré et validé. | DPFP |
|  | Rendre effectif les règles de rotation du personnel, notamment ceux en contact | Disposition à prendre pour supprimer les situations de rentes et la | Nombre de décisions exécutées                   |   | En cours  | DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |   |   |  |   |      |
|--|--|---|---|--|---|------|
|  | régulier avec les usagers et effectuant des contrôles et vérifications | collusion des agents avec les agents économiques                      |   |  |   |      |
|  | Elaborer un outil d'évaluation du rendement des agents                 | Disponibilité d'un fichier d'évaluation du personnel                  | Nombre d'agents évalués                             | Guide uniforme d'évaluation du personnel est élaboré         | Non réalisé   | DPFP |
|  | Renforcer les capacités des cadres sur la gestion du changement        | Les capacités des cadres sont renforcées sur la gestion du changement | Nombre d'agents formés sur la gestion du changement | Capacités des cadres renforcées sur la gestion du changement | Réalisée. 3 cadres ont suivi le 1 <sup>er</sup> module de formation sur la gestion du changement au cours de la 1 <sup>ère</sup> quinzaine du mois de décembre 2021 dans le cadre d'un séminaire organisé par la DNTCP. | DPFP |
|  | Rédiger un rapport périodique sur les données de SIGRH                 | Disponibilité de rapport  | Nombre de rapports collectés                        | Niveau de coordination et de                                 | Non réalisée  | DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |                                   |   | supervision des rapports |  |                   |
|--|---|-----------------------------------|---|--------------------------|--|-------------------|
|  | Diffuser le programme de formation  | Programme de formation disponible |   | Réalisée                 | Le programme de formation 2021 des agents de la DGI est disponible et a été diffusé.   | DPFP              |
|  | Actualiser les délégations de signature   |                                   |   | Réalisée                 | Les décisions relatives à la délégation de signatures en matière contentieuse ont été largement diffusées en version papier et sur le site intranet. | DPFP              |
|  | Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé      |                                   |   | Non réalisée             | Les rapports de manquement sont en général confidentiels   | DPFP/CRPC         |
|  | Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication sur le code de déontologie |                                   | Une campagne de communication multi-canal est organisée | Réalisée                 | En plus de pages spécifiques réservées au code de déontologie dans chaque Numéro de la   | CRPC/Bureau Audit |



**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|   |   |                        |  |                       |      |
|---|---|------------------------|--|-----------------------|------|
| Mettre en adéquation le profil des agents avec le contenu des postes de travail | Mettre à jour régulièrement les fiches de poste et le développement des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences | Nombre d'agents formés | Chaque agent dispose de sa fiche de poste, mise à jour. Un référentiel des emplois et des compétences est aussi disponible | En cours d'exécution. | DPFP |
|---|---|------------------------|--|-----------------------|------|

**Extrant 3.2.3: Changement de comportement avéré des agents envers les pratiques déontologiques**

|   |  |                           |          |  |      |
|---|--|---------------------------|----------|--|------|
| Organiser les séances de sensibilisation sur le code de déontologie   |  |                           | Réalisée |  | CRPC |
| Revoir le module sur le code de déontologie dans la formation initiale (augmenter la durée de la formation et intégrer des exercices pratiques) |  | Code de déontologie revue | Réalisée | Le Code de Déontologie de l'agent des impôts a été revue à la suite d'un atelier organisé en décembre 2021 par | DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |   |          |  |                   |
|--|---|--|---|----------|--|-------------------|
|  |   |  |   |          | l'OCLEI, et regroupant les responsables et agents des impôts et les responsables et cadres de l'Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) |                   |
|  | Sensibiliser les agents au respect des règles déontologiques, renforcer les relations entre la DGI et ses structures opérationnelles à travers des rencontres périodiques |  | Les agents appliquent le code de déontologie et le code du contribuable vérifié     | Réalisée |  | CRPC              |
|  | Diffuser le rapport sur les manquements au code de déontologie est diffusé  |  | Aucune actualité à un manquement quelconque au code de déontologie n'a été diffusée | Non      | Les rapports de manquement sont en général confidentiels   | DPFP/Bureau Audit |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 3.2.4: Mutualisation et stabilisation des expertises mises en œuvre**

|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
| Identifier des agents comme experts potentiels selon les besoins et leurs structures d'attache (exemple les unités mixtes de la DGE) |  |  |  |  |  |
| Former les agents selon les unités et les secteurs économiques   |  |  |  |  |  |
| Adopter une méthode efficace de transfert des compétences entre les agents (référence à la mobilité)                                 |  |  |  |  |  |

**Orientation stratégique 4-Poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance**

**Résultat attendu 4.1: Intégration démontrée de la gestion axée sur les résultats dans toutes les structures de la DGI**

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 4.1.1: Outils standardisés de suivi et d'évaluation utilisés**

|   |   |                        |          |   |      |
|---|---|------------------------|----------|---|------|
| Former les agents à la GAR  |   |                        | Réalisée | Les activités ont porté sur la formation des cadres et agents en GAR et la mise en place du système de suivi des résultats au sein des différentes structures de la DGI.                        |      |
| Elaborer un module de formation sur la GAR pour mieux faire connaître les besoins de la DGI | Les agents de la DGI utilisent intensément les outils de la GAR et adhèrent aux objectifs qui leurs sont assignés | Nombre d'agents formés | Réalisée | La démarche opérationnelle de mise en œuvre de l'outil a reposé sur un cycle de gestion des programmes et projets à 4 phases, il s'agit de :<br>- la planification ;<br>- le suivi/évaluation ; | DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |  |  |   |      |
|--|---|--|--|--|---|------|
|  |   |  |  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration des rapports périodiques ;</li> <li>- et l'apprentissage.</li> </ul>   |      |
| Évaluer les outils de la GAR est disponibles | Plan stratégique, plans opérationnels, cadre de mesure de rendement et plans de travail sont disponibles par structure. Les rapports périodiques sur l'exécution des plans de travail sont faits. |  |  | Réalisée. Les outils de la GAR sont disponibles. | La principale difficulté rencontrée est et demeure la culture organisationnelle de l'administration publique, dans laquelle, il n'est pas toujours évident de maîtriser le facteur temps. | DPES |

**Extrant 4.1.2: Outils de contrôle de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>-ème</sup> niveau opérationnel-**

|  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|
| Former les agents sur les outils existants et nouveaux   |  |  |  |  |  |  |
| Mettre en place ou réviser les outils de contrôle de 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> niveaux opérationnels |  |  |  |  |  |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |   |   |  |                |
|--|---|---|---|--|----------------|
| Renforcer le contrôle interne de 1 <sup>er</sup> niveau  | Confier aux responsables des services de gestion opérationnelle des actions de contrôle de premier niveau | Le nombre de rapports de contrôle de premier niveau déposés | Réalisée en partie.<br>Un seul rapport de contrôle de premier niveau déposé. Celui de la Cellule relations publiques et Communications. | Deux grilles de dépouillement de contrôle interne relatives au contrôle de la saisie des déclarations et à la prise en charge des dégrèvements ont été communiquées aux structures opérationnelles mais aucune n'a fait l'objet de traitement. | Bureau d'Audit |
| Elaborer ou adapter le guide de contrôle   |   |   |   |  |                |
| Elaborer les rapports de contrôle interne de 1 <sup>e</sup> niveau pour le 1 <sup>er</sup> Trimestre et pour le 2 <sup>ème</sup> semestre. |   |   |   |  |                |

**Extrant 4.1.3: Procédures respectées et appliquées**

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |   |  |   |          |   |                |
|--|---|--|---|----------|---|----------------|
|  | Respecter les procédures par le contrôle                          |  |   |          |   | Bureau d'Audit |
|  | Diffuser le rapport sur respect dans l'application des procédures |  | Une liste de 26 procédures dont 13 pour la communication interne et 13 pour la communication externe ont été dressées mais les procédures ne sont pas rédigées et validées en ce qui concerne la CC | Oui      | Toutefois une actualisation des procédures doit être faite en raison de la nouvelle structure organisationnelle. Désormais érigée en Cellule de Communication et de Relations Publiques de nouvelles façons de faire seront rédigées. | COM            |
|  | Valider le projet de guide de contrôle des sociétés minières      | Guide de contrôle des sociétés minières effectué | Le guide est disponible   | Réalisée |   | DLFC           |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 4.1.4: Critères de gestion et de bonne gouvernance identifiés**

|  |  |   |          |  |               |
|--|--|---|----------|--|---------------|
| Identifier les critères de bonne gouvernance |  | Critères jugés de bonne gouvernance sont identifiés | Réalisée | Respect des valeurs de la DGI, le travail d'équipe par une gestion concertée de tous les acteurs intéressés dans un dossier de communication, l'ouverture d'esprit aux critiques, à l'innovation dans le respect, l'attention au facteur humain et social, la valorisation de l'apprentissage et la transparence dans les informations, la participation aux activités de toutes les autres structures | DPFP/CRPC/COM |
|--|--|---|----------|--|---------------|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |     |
|--|--|--|--|--|-----|
| Respecter les procédures, les textes, les lois et la déontologie   |  |  |  | Nécessité de renforcer les capacités des agents en matière de gestion axée sur les résultats | COM |
| Appliquer les sanctions en cas d'inobservation des procédures, des textes, des règles, des lois et de la déontologie |  |  |  | Les sanctions sont appliquées, mais les décisions sont confidentielles.                      | COM |

**Résultat attendu 4.2: Réforme organisationnelle complétée pour toutes les structures de la DGI**

**Extrant 4.2.1: Comité technique de mise en œuvre des nouveaux Décrets opérationnel**

|  |  |                               |  |  |     |
|--|--|-------------------------------|--|--|-----|
| Mettre en place une commission chargée de la mise en œuvre de la réforme organisationnelle | Adoption des textes portant sur la nouvelle organisation de la DGI | Nombre de rencontres effectué | L'organisation de la DGI est efficiente. | Réalisée.<br>Le Décret N°0978/P-RM du 19 décembre 2019 fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la DGI. | COM |
|--|--|-------------------------------|--|--|-----|

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |   |   |  |          |
|--|--|--|---|---|--|----------|
|  |  |  |   |   |  |          |
|  | Adopter des systèmes automatiques de mesures des performances et évaluer périodiquement les agents | Mise en œuvre du plan de carrière afin de responsabiliser les agents et leur garantir des motivations à la hauteur de leurs performances | Nombre de décisions exécuté   | Les propositions sont faites et exécutées   | En cours   | DPFP/COM |
|  | Opérationnaliser les structures créées   | Mettre en place les nouvelles structures et nouvelles divisions créées   | Les besoins des nouvelles structures et nouvelles divisions créées sont identifiés et satisfaits. | Nombre de nouvelles structures mises en place<br>Nombre de nouvelles divisions mises en place | Réalisée.<br>La plupart des nouvelles structures et nouvelles divisions ont été mises en place. Toutefois, certaines des nouvelles structures ne fonctionnent pas correctement en raison du manque de locaux appropriés pour les abriter et de l'insuffisance d'équipements mis à la | COM/DPFP |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |              |   |  |
|--|--|--|--|--------------|---|--|
|  |  |  |  |              | disposition de leurs personnels respectifs.   |  |
|  | Diffuser les textes du comité technique pour la mise en œuvre des nouveaux décrets |  | La décision de création du comité est disponible<br><br>Les projets de décret sont disponibles | Oui          | Les amendements aux décrets sont en cours en vue d'intégrer les omissions et observations |  |
|  | Elaborer le plan de communication sur la réforme                                   |  | Aucun  | Non réalisée |   |  |
|  | Diffuser les textes adoptés  |  | Seule la loi d'abrogation de la DME et de création de la DGI sont adoptées                     | Réalisée     | .   |  |

**Résultat attendu 4.3: Intégration effective d'une culture organisationnelle axée sur le genre**

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

**Extrant 4.3.1: Prise en charge de l'EFH démontrée**

|  |  |   |     |   |  |
|--|--|---|-----|---|--|
| Nommer un chargé de l'EFH à la DGI (responsable des volets interne et externe de l'EFH)  |  |   |     |   |  |
| Elaborer un état des lieux sur l'EFH à la DGI en incluant une étude comparative des administrations publiques maliennes et régionales afin d'y dégager les bonnes pratiques. |  |   |     |   |  |
| Mettre sur pied un comité de l'EFH prenant en charge le genre à la DGI (études, dialogue sur le genre par des activités par des activités diverses).                         |  |   |     |   |  |
| Diffuser les décisions de la DGI tenant compte du genre  |  | Un point focal genre a été désigné par décision du DG | Oui | Lors de l'état des lieux de la DGI en matière d'EFH, il a été constaté l'absence de l'intégration effective |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |     |   |  |
|--|--|--|--|-----|---|--|
|  |  |  | Une désintégration des données permet de mettre en évidence l'apport des femmes et des hommes en matière de collecte des recettes fiscales |     | d'une culture organisationnelle axée sur le genre. Certains textes et règlement fiscaux tiennent compte du genre  |  |
|  | Encadrer les femmes candidates concours d'entrée à la nouvelle ENA |  | Aucune femme recrutée sur 7 promotions   | Non | Une stratégie d'identification et d'accompagnement des femmes et filles potentiellement candidates aux concours de recrutement est possible aux fins de les encadrer, les former à préparer les concours. |  |
| <b>Extrant 4.3.2: Volet sur l'entrepreneuriat féminin au Mali maîtrisé</b> |  |  |  |     |   |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |       |     |   |  |
|--|--|-------|-----|---|--|
| Créer un fichier de données axées sur le genre   |  |       |     |   |  |
| Elaborer une stratégie avec des critères de recherche afin d'établir le portrait fiscal des femmes maliennes |  |       |     |   |  |
| Mener une étude sur la discrimination potentielle des mesures fiscales pour les femmes                       |  |       |     |   |  |
| Elaborer une stratégie fiscale   |  |       |     |   |  |
| Elaborer un plan de communication pour sensibiliser les femmes à la fiscalité                                |  |       |     |   |  |
| Diffuser les informations sur l'entreprenariat féminin est maîtrisé  |  | Aucun | Non | Ce travail nécessite l'obtention des statistiques de femmes entrepreneures enregistrées à la DGI. |  |

**Orientation stratégique 1 : Contribuer au développement par un élargissement de l'assiette fiscale**

**Résultat attendu 1.1: Politique fiscale structurée sur les nouveaux secteurs économiques au Mali**

**Extrant 1.1.1: Unité spécialisée sur les prix de transfert en place**

|  |  |  |  |  |   |  |
|--|--|--|--|--|---|--|
|  |  |  |  |  | Difficile de le savoir s'il s'agit d'entreprises créées sous forme sociétaire |  |
|--|--|--|--|--|---|--|

**Bamako, le 28 juin 2024**

**Le Directeur général des Impôts**



**Mathias KONATE**

**Chevalier de l'Ordre National**